

**Conseil de Paris**  
**Séance des 14, 15 et 16 novembre 2018**  
**Sur proposition de Danielle Simonnet**

**Vœu pour faire de la lutte contre le sexisme et les LGBTQI-phobies**  
**la Grande cause nationale 2019 et d’emblée la Grande cause municipale parisienne 2019**

Considérant la pétition lancée par Jean-Luc Roméro pour faire de la lutte contre le sexisme et les LGBTQI-phobies la Grande cause nationale 2019, signée au jour de la rédaction de ce voeu par plus de 28 000 personnes, dont de nombreux conseiller-ère-s de Paris ainsi que la maire de Paris,

Considérant que cette démarche s’inscrit en réaction à la multiplication inquiétante des agressions homophobes en France – des actes de haine et de violence qui sont devenus quasi-quotidiens ces dernières semaines,

Considérant, comme le précise la pétition qu’*“A cela s’ajoute la libération de la parole homophobe et transphobe ces dernières années, surtout lors du débat sur l’ouverture du mariage aux personnes de même sexe. Les chiffres confirment froidement ce constat. Plus d’un homosexuel sur deux a fait face à des discriminations en raison de son orientation sexuelle d’après un sondage de l’IFOP réalisé au printemps dernier.”*

Considérant qu’il est à redouter que le débat tant attendu sur la PMA, *“que suite à des propos irresponsables de certains, de nouvelles agressions aient lieu dans les prochaines semaines en proportion toujours plus croissante.”*

Considérant que *“être sexiste, homophobe ou transphobe”*, doit cesser d’être interprété comme une forme de liberté d’expression, que les actes sexistes et LGBTQI-phobes relèvent du délit,

Considérant que la mobilisation de la société dans son ensemble est nécessaire et urgente, en commençant par l’école, qu’il est impératif de généraliser à tout le territoire les interventions dans l’institution scolaire d’associations comme SOS Homophobie, le MAG, Contact ou le CRIPS Ile-de-France

Considérant que les témoignages de personnes victimes de discriminations en raison de leur orientation sexuelle démontrent que nombre d’entre elles peinent toujours à porter plainte et qu’il est impératif de sensibiliser celles et ceux dans la police qui assurent l’accueil des victimes,

Considérant que si depuis 2017, tous les policiers en formation initiale bénéficient d’un module de deux heures, cela n’est de fait pas suffisant et ne correspond pas à la réalité du terrain, que la formation des policiers en poste depuis plusieurs années est par ailleurs peu, voire pas du tout traitée, que l’association des policiers et gendarmes LGBTQI, Flag, tente de combler ce manque mais que c’est bien avant tout à l’Etat de s’en saisir,

Considérant que la pétition en appelle très justement à l’ouverture d’un long et rigoureux débat sur les LGBTQI-phobies, et le lie à lutte contre le sexisme,

Considérant que trop peu d'informations pertinentes sont produites pour la compréhension claire et objective de ces agressions homophobes, la dernière étude parlant du profil des agresseurs remontant à 2011, via le rapport annuel de SOS Homophobie,

Considérant qu'il est donc aujourd'hui plus que jamais nécessaire de mettre la lumière sur ces comportements et d'organiser un grand débat national, d'où la proposition que la lutte contre le sexisme et les LGBTQI-phobies soit déclarée Grande cause nationale 2019,

Considérant qu'il est important de prendre le temps d'impliquer tous les secteurs sociaux : éducation, justice, santé, sécurité, mais aussi les affaires étrangères et consulaires dans un travail de réflexion collective, et ce en employant une approche innovante et orientée sur la formulation de solutions concrètes et rapidement déployables, la Grande cause nationale obligeant les pouvoirs publics de manière transversale à se mobiliser une année durant,

Considérant que la Ville de Paris peut d'ores et déjà prendre l'initiative d'en faire sa grande cause municipale de 2019,

Considérant que dans cette optique, la ville de Paris se doit de pérenniser son travail en partenariat avec l'ensemble des acteurs institutionnels et les associations LGBTQI et les associations féministes permettant de penser la déclinaisons en actions et campagnes de formation et de sensibilisation comme par exemple :

- la démultiplication d'interventions en partenariat avec le mouvement associatif dans les écoles et les collèges, les centres de loisirs,
- le soutien à des manifestations et projets culturels en partenariat avec les centres d'animation, les établissements culturels, les centres sociaux,
- la poursuite des formations des agents de la ville notamment auxquelles elle s'était engagée lors de l'adoption du vœu en 2016 garantissant l'autorisation de la seule déclaration pour définir administrativement le genre d'une personne pour les services publics municipaux,
- la publication et le suivi des statistiques parisiennes relatives aux agressions LGBTQI-phobes, conformément au vœu adopté en mai 2018,
- le lancement de partenariat avec des chercheurs ou des universitaires afin en profondeur de mieux appréhender la compréhension claire et objective de ces agressions homophobes,

Considérant que toutes ces actions ne peuvent aboutir sans une mobilisation des services de la ville et de moyens budgétaires alloués,

**Sur proposition de Danielle Simonnet, le Conseil de Paris émet le vœu que :**

- **la Maire de Paris interpelle le premier ministre pour que la lutte contre le sexisme et les LGBTQI-phobies soit déclarée Grande cause nationale 2019,**
- **la Maire de Paris s'engage à faire de la lutte contre le sexisme et les LGBTQI-phobies la Grande cause municipale 2019, et que pour ce faire :**

- le travail de partenariat avec l'ensemble des acteurs institutionnels parisiens et le mouvement associatif LGBTQI et féministe soit pérennisé
- qu'un budget spécifique soit alloué afin de garantir que le travail partenarial se traduise en actions concrètes.